

# Tour d'horizon : le Portugal vote dimanche, sans illusion

dimanche 4 octobre 2015, par [GODIN Romaric](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2015).

**Les Portugais renouvellent dimanche 4 octobre leur parlement. La droite est en tête, mais le vrai vainqueur pourrait être l'abstention. La formation du gouvernement s'annonce délicate.**

Les Portugais sont appelés ce dimanche 4 octobre à renouveler leur parlement unicaméral, l'Assemblée de la République. Ce scrutin s'annonce comme un non-événement pour les créanciers du pays et les institutions européennes. Le pays ne semble, en effet, nullement menacé, a priori par un « tremblement de terre » politique. Et les milieux financiers voient ce scrutin avec tellement de sérénité que l'agence de notation S&P s'est payé le luxe de relever la note du Portugal avant même l'élection.

## Le « miracle portugais » ?

La législature qui s'achève a été marquée par l'application d'une cure d'austérité sévère, ponctuée de grandes manifestations en 2012 et 2013. Depuis, la situation s'est améliorée grâce à l'action de la BCE, la baisse du prix de l'énergie, à la réduction de la politique d'austérité et l'amélioration de la compétitivité coût du pays. Le chômage a ainsi reculé de deux points en un an, à 12,1 % de la population active. Son bilan est souvent mis en avant par les défenseurs des programmes d'austérité dans les pays périphériques. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble avait mis en avant l'exemple portugais pendant la crise grecque pour prouver que les « efforts paient. » Mais, en réalité, le pays reste dans une situation préoccupante.

## Une situation économique encore difficile

Le Portugal ne connaît pas, à la différence de l'Espagne ou de l'Irlande, un « boom » économique post-programme [1]. Sa croissance est poussive pour un pays qui a pratiqué un ajustement brutal des salaires. En 2014, le coût du travail portugais a été réduit de 2,3 %. Certes, le pays a connu deux trimestres de croissance à 0,5 % en début d'année, mais selon les prévisions de la Commission européenne, le Portugal devrait enregistrer une croissance de 1,6 % cette année et de 1,8 % en 2016. Le FMI, lui, ne voit pas plus de 1,4 % et 1,5 %. Un niveau très faible, quand on songe qu'entre le troisième trimestre 2011 et deuxième trimestre 2015, le PIB s'est contracté de 8,9 points et que le PIB par habitants demeure inférieur de 22 % à la moyenne de la zone euro en parité de pouvoir d'achat.

Si le chômage recule, cette baisse est fragile, liée à près de 90 % à des emplois temporaires liés à la conjoncture, mais aussi à l'émigration. L'austérité a fait fuir sur la seule année 2014 près de 110.000 Portugais. Entre 2011 et 2014, la population active a baissé de 203.000 personnes. Enfin, le pays doit gérer une dette publique et privée considérable dont le poids ne peut qu'augmenter avec la croissance faible et l'inflation nulle. Les dettes privées et publiques s'élèvent à 400 % du PIB. C'est évidemment intenable à moyen terme. Bref, il n'y a pas de « miracle portugais. »

## **La droite a le vent en poupe**

Pourtant, depuis quelques semaines, la coalition des deux partis au pouvoir, le PSD et le CDS-PP conservateur, « Portugal a Frente » (« le Portugal en avant ») a le vent en poupe dans les sondages. Longtemps au coude-à-coude avec le PS, cette alliance dispose à présent d'une alliance confortable, même si les sondages sont parfois peu logiques. Selon le site Electograph [\[2\]](#), qui regroupe les dernières enquêtes, « Portugal a Frente » disposerait d'une avance de 5 à 7 points sur les Socialistes, avec 38 à 40 % des voix. Serait-ce le triomphe d'une population qui a (enfin !) compris les vertus des « efforts » ? Peut-être, mais il faut regarder de plus près.

## **Les raisons de la poussée de la droite**

Plusieurs éléments expliquent l'avance de la droite portugaise. D'abord, l'amélioration économique. Une partie des Portugais est en effet et fort logiquement soulagée de voir le pays sortir de la récession. La baisse du chômage permet de plaider pour la stabilité politique. Mais la poussée de « Portugal a Frente » ne correspond pas à une baisse du chômage. En août, donc au moment où la droite a commencé à décoller dans les sondages, le chômage est reparti à la hausse à 12,4 % de la population active. L'explication n'est pas suffisante.

L'explication peut se trouver dans les événements grecs. Certes, les électeurs portugais n'ont jamais été tentés par les expériences du type de Syriza, mais l'incapacité d'Alexis Tsipras à renverser le joug de la dette et des créanciers a, sans doute, contribué à décourager une partie des électeurs socialistes, alors même qu'au printemps, le PS portugais avait tenu un discours anti-austérité. Cette situation a pu amener trois phénomènes distincts dans l'électorat. Le premier a conduit à choisir la « sécurité » en votant pour une équipe en place favorable aux puissances créancières. Le second a conduit à sanctionner un PS, au discours économique assez peu clair, pour un parti de gauche plus radicale.

La baisse du PS correspond en effet à une nette remontée du « Bloc de Gauche » (BE), une formation de gauche radicale qui est devenue eurosceptique à la suite des événements de Grèce. Le BE est ainsi passé entre le 16 juillet et le 28 septembre, selon une enquête Aximage de 4 à 7,1 % des intentions de vote, alors que le PS a reculé de 38 % à 31,8 % des intentions de vote et que la droite progressait de 37,8 % à 39 %.

## **Le désaveu de la politique**

Le dernier phénomène est un désaveu de la politique. Tous les sondages signalent ainsi une forte progression des indécis et des abstentionnistes entre juillet et septembre. Selon Aximage, cette population est passée de 10 à 13,6 %. Selon l'institut Cesop, elle est passée de 7 à 10 %. Le phénomène mérite donc d'être souligné : plus on se rapproche du scrutin, moins les Portugais semblent motivés et décidés. Selon un politologue cité par Bloomberg, Antonio Costa Pinto [\[3\]](#), l'abstention de ce dimanche pourrait encore battre le record de 2011 où elle était de 41,9 % des inscrits. Cette abstention touche principalement les déçus de la politique gouvernementale et explique aussi la remontée en pourcentage de la droite. L'austérité et l'exemple grec pourraient donc mener les Portugais dans une désillusion vis-à-vis de la politique.

## **La « victoire de l'austérité » ?**

Du reste, on aurait tort de surestimer une hypothétique « victoire de l'austérité. » Les deux partis de la gauche radicale : la CDU, une coalition autour du parti communiste, et du BE pourrait mobiliser 15 % des électeurs, ce qui représente un niveau élevé en Europe, même si, en 2011, ils cumulaient déjà 13 % des voix. Le Portugal n'a pas produit d'opposition de type Syriza ou Podemos, mais le

niveau de l'opposition de gauche radicale demeure fort. En Espagne, il n'est pas certain que Podemos obtienne ces 15 % des voix, par exemple. Par ailleurs, le succès de Portugal a Frente est relatif. En 2011, les deux partis avaient cumulé 50,4 % des voix. Ils pourraient donc connaître une baisse de 10 à 12 points avec une augmentation de l'abstention. C'est donc un triomphe très relatif.

### **Quel gouvernement ?**

Reste un dernier point : quel gouvernement sera issu de l'élection ? Le système électoral portugais est proche de l'espagnol. Pour déterminer les 230 membres de l'Assemblée, on a recours à une répartition proportionnelle selon la méthode d'Hondt calculée dans chacune des 22 circonscriptions du pays. Ce système permet une représentation réduite des petits partis en offrant une « prime majoritaire » aux partis arrivés en tête dans les circonscriptions et. En 2011, le PSD avait ainsi obtenu 38,6 % des voix, mais 45,6 % des sièges (105 des 230 de l'Assemblée). A l'inverse, le Bloc de Gauche, dernier parti représenté au parlement avec 5,2 %, avait obtenu 3,5 % des sièges (8 des 230).

### **Une majorité absolue de droite ?**

En arrivant unie, la droite peut donc espérer bénéficier de cette prime majoritaire pour gagner la majorité absolue des sièges. Pourtant, la gauche devrait être proche de 50 % des voix si l'on additionne les scores du PS, de la CDU et du BE, sans compter les petits partis maoïstes comme le PCTP (1,1 % des voix en 2011) et « Livre », une forme de « Podemos » modéré, un temps donné à 2 % des voix. Majoritaire mais fragmentée, la gauche pourrait cependant ne pas gagner la majorité des sièges. Cette option ne peut aujourd'hui, pas être écartée, mais elle semble peu probable.

### **Une coalition de gauche est-elle possible ?**

On sera plus probablement dans l'option où personne ne dispose de la majorité absolue. Trois options seront alors ouvertes. La première est un gouvernement minoritaire. Ce sera difficile. La droite risque de faire l'unanimité contre elle. Elle ne pourrait alors guère gouverner. Quant au PS, arrivé deuxième, il ne pourra s'appuyer sur une majorité relative. Il devra donc compter sur un « appui sans participation » constant de la CDU ou/et de BE. On sera alors déjà dans le cadre d'un accord qui ressemblera fort à une alliance de gauche, la deuxième option.

Mais cette alliance, dont on discute beaucoup au Portugal ces derniers jours, est-elle possible ? BE et la CDU sont désormais très sceptiques sur la capacité de lever le joug de l'austérité dans l'euro, mais ils se sont dits prêts à collaborer avec le PS. Ce dernier, lui, reste très attaché à l'euro et plaide pour une austérité réduite, mais qui permette de poursuivre la trajectoire de réduction du déficit. Bref, pour la logique imposée par les créanciers : espérer une hypothétique soutenabilité de la dette. La collaboration ne sera pas simple, d'autant qu'entre BE et la CDU, les divergences sont également importantes.

### **Vers une grande coalition ?**

Reste alors une dernière option : la grande coalition PS-droite ou un gouvernement minoritaire de droite soutenu de fait par le PS afin de poursuivre les « réformes. » C'est l'option sur laquelle tablent les marchés et les économistes. Rien ne dit que ce soit le plus crédible. On voit mal en effet le PS soutenir l'actuel premier ministre qui est le symbole d'une politique qui, souvent, à devancer les désirs de la troïka. Mais il est vrai que le PS portugais est assez peu lisible. Bref, le blocage politique n'est pas à exclure et, contrairement à ce qu'on risque d'entendre lundi matin, le Portugal n'accordera sans doute pas de triomphe à l'austérité.

---

**P.-S.**

\* « Le Portugal vote dimanche, sans illusion ». Paru dans La Tribune. 01/10/2015 :  
<http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/quel-gouvernement-pour-le-portugal-apres-les-elections-de-dimanche-509672.html>

---

**Notes**

[1] <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/l-economie-portugaise-reste-tres-vulnerable-497059.html>

[2] <http://www.electograph.com/p/special-portuguese-legislative-election.html>

[3] <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-09-29/not-even-voters-care-as-portugal-s-election-offers-little-choice>